

## L'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030

### Appel à un investissement renforcé pour les enseignants et l'enseignement

21 juillet 2021

Dans le monde entier, la crise du COVID-19 a mis en évidence d'énormes variations entre les pays et au sein de ces derniers quant à la capacité des systèmes éducatifs de passer à des modèles d'enseignement à distance et hybride, d'assurer la poursuite de l'enseignement et de l'apprentissage et de protéger le bien-être des enseignants, des éducateurs et des étudiants. Elle a également montré et creusé les inégalités qui affectent la capacité des gouvernements, des écoles et des enseignants à répondre efficacement aux défis, menaçant de laisser les plus vulnérables encore plus en arrière. Lors de la réunion mondiale sur l'éducation, le 13 juillet 2021, les États membres et les partenaires du développement ont plaidé en faveur de la nécessité de mobiliser davantage de fonds et d'utiliser le financement national et international de l'éducation pour soutenir les priorités fixées. C'est le cas des enseignants et de l'enseignement, comme le reflète l'ODD 4.

Alors que les écoles réouvrent et que les systèmes éducatifs tentent de se rétablir, les **enseignants** jouent un rôle essentiel en fournissant aux élèves des environnements d'apprentissage sûrs, des cours de rattrapage et des modèles d'enseignement et d'apprentissage différenciés pour répondre aux besoins évolutifs et émergents. Après la phase de reprise, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour construire des systèmes éducatifs plus résilients et durables, capables de répondre aux nouveaux besoins et de s'attaquer aux effets négatifs à long terme de la pandémie.

Afin que les systèmes éducatifs **se transforment dans la période post-pandémique, des investissements importants dans le renforcement de la profession d'enseignant sont nécessaires**, en mettant l'accent sur l'équité. Il faut recruter davantage d'enseignants et permettre aux systèmes éducatifs d'offrir aux enseignants un soutien intégral. Entre autres choses, les enseignants ont besoin d'un meilleur accès au développement professionnel continu ainsi que d'une assistance et de ressources pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage mixtes et de rattrapage, et les enseignants comme les élèves ont besoin d'un soutien socio-émotionnel plus important.

#### **Des mesures urgentes doivent être prises pour combler le déficit en enseignants**

Avant les énormes perturbations causées par la COVID-19, les systèmes éducatifs du monde entier étaient déjà confrontés à une **pénurie chronique d'enseignants**. Ce problème était particulièrement aigu en Afrique subsaharienne. De [nouvelles projections](#) montrent que d'ici 2030, les pays d'Afrique subsaharienne devront recruter 15 millions d'enseignants : 6,1 millions dans le primaire et 8,9 millions dans le secondaire. Des investissements urgents sont également nécessaires dans la formation initiale des enseignants et le développement professionnel continu. Le ratio élève/enseignant formé dans la région est proche d'un enseignant formé pour 58 élèves dans le primaire, tandis que dans le secondaire, il est d'environ 43 élèves par enseignant formé.

Les budgets de l'éducation et l'aide internationale à l'éducation ont quelque peu augmenté au cours de la dernière décennie, mais la pandémie de COVID-19 a compromis les progrès accomplis et a creusé des disparités déjà importantes entre les pays à haut et faible revenu. Plus tôt cette année, [le rapport Education Finance Watch 2021](#) a estimé que deux tiers des pays à faible revenu avaient réduit leurs budgets de l'éducation en raison de la COVID-19. En outre, les investissements récents dans l'éducation ne sont pas suffisamment fructueux, [un grand nombre d'élèves n'apprenant pas](#), ce qui compromet les augmentations de la scolarisation observées au cours des dernières décennies.

Si les pays ne parviennent pas à recruter, former et maintenir en poste un nombre suffisant d'enseignants, de chefs d'établissement et de personnel de soutien à l'éducation, les effets de cette crise se feront sentir pendant plusieurs générations et toucheront de manière disproportionnée les personnes les plus défavorisées. Dans de nombreux pays, les enseignants ne reçoivent tout simplement pas un salaire décent, ce qui fragilise encore davantage les systèmes éducatifs. Le faible montant du budget de l'éducation dans de nombreux pays en développement laisse peu de place, après avoir couvert les coûts salariaux des enseignants, pour investir dans la formation initiale des enseignants, le développement professionnel continu ou l'amélioration des conditions de travail et des infrastructures (en particulier, l'accès à la connectivité et aux appareils).

Le COVID-19 a encore accentué les difficultés rencontrées par les enseignants travaillant dans des pays touchés par des conflits et des déplacements forcés avant la pandémie, notamment les enseignants réfugiés et nationaux. Pour les enseignants exerçant dans ces contextes, les possibilités de développement professionnel et les voies d'accès à une certification reconnue et à une rémunération adéquate sont généralement limitées.

Au regard de ce constat, l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'éducation 2030 appelle de toute urgence les gouvernements nationaux, la communauté internationale et les bailleurs de fonds de l'éducation - publics et privés - à investir dans [une approche de la reprise centrée sur l'humain](#) en construisant des systèmes éducatifs résilients et favorables aux enseignants, axés sur la réalisation des Objectifs de développement durable. S'appuyant sur son [Appel à l'action pour les enseignants](#), lancé en mars 2020, l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'Éducation 2030 appelle toutes les parties prenantes concernées à :

- 1) **Augmenter le financement national et international.** Des investissements financiers nationaux et internationaux stratégiques et ciblés sont nécessaires pour s'assurer que le nombre d'enseignants qualifiés est suffisant pour tous les apprenants, en particulier ceux des zones marginalisées et défavorisées où la pénurie d'enseignants est plus aiguë. Les budgets nationaux de l'éducation doivent être augmentés ou maintenus pour atteindre le seuil de référence fixé au niveau international pour les dépenses nationales de l'éducation, à savoir 20 % du PIB. Actuellement, les pays à faible revenu se situent en dessous de cette valeur, [avec un taux moyen de 16,5 %](#). Toutefois, l'augmentation de la part du budget consacrée à l'éducation ne suffira pas ; la part des budgets de l'éducation doit augmenter, en élargissant l'assiette fiscale et en augmentant les recettes nationales de manière progressive et dans le respect de la loi fiscale. De cette façon, plutôt que d'entrer en concurrence avec d'autres secteurs pour une part équitable de budgets trop limités, les budgets de l'éducation pourront augmenter parallèlement à ceux de la santé et d'autres services publics.

De nombreux pays auront besoin d'un soutien extérieur pour répondre aux besoins de développement professionnel. Les donateurs internationaux doivent donc [augmenter les volumes de leur aide à l'éducation pour atteindre le seuil international de 0,7 %](#) du revenu national brut, et donner la priorité aux enseignants et à l'enseignement, qui sont la clé de la réalisation de l'ODD 4. Cela signifie apporter une aide aux pays pour combler les déficits de financement afin de couvrir le développement professionnel, la formation à l'apprentissage mixte, l'amélioration des conditions de travail et le

soutien socio-émotionnel. Le Partenariat mondial pour l'éducation a estimé qu'il consacrerait 16 % de son budget au développement professionnel et au soutien des enseignants au cours des cinq prochaines années. Bien qu'il s'agisse d'un démarrage important, il faudra davantage pour remédier à la pénurie mondiale d'enseignants qualifiés.

- 2) **Développer des politiques holistiques pour les enseignants, les chiffrer correctement et les mettre en œuvre efficacement**, en particulier dans les pays où les pénuries sont les plus graves. [Des politiques nationales globales](#) concernant les enseignants, couvrant toutes les dimensions, du recrutement au développement professionnel, en passant par la formation continue et la progression de carrière, des conditions de travail décentes, la responsabilisation, la supervision et le soutien, sont essentielles à la création d'un corps enseignant correctement formé et encadré pour soutenir l'apprentissage. De telles politiques permettent également aux pays de mieux comprendre où les enseignants sont le plus nécessaires - maintenant et dans le futur - et d'identifier les interventions les plus rentables et les arbitrages politiques nécessaires. Le développement de politiques holistiques pour les enseignants doit être correctement chiffré et accompagné de plans de mise en œuvre solides, et doit être facilité par des engagements à long terme des gouvernements et des partenaires.
- 3) **Investir dans la capacité et l'autonomie des enseignants**. La crise a montré que, plus que jamais, il est essentiel d'investir dans la transformation de la profession d'enseignant pour garantir l'innovation, la créativité et la durabilité. Pour ce faire, il convient de développer les compétences des enseignants, de renforcer leur leadership et leur autonomie, d'améliorer le statut de la profession, de promouvoir l'évolution de carrière et la mobilité, d'associer les enseignants à la prise de décision en matière d'éducation par le biais de mécanismes ascendants et inclusifs renforcés, y compris le dialogue social, et de soutenir les enseignants afin qu'ils puissent se concentrer sur l'enseignement et l'apprentissage.
- 4) **Investir dans les bases de données et les systèmes d'information** afin de s'assurer que les investissements dans le personnel enseignant sont réalisés selon des approches reconnues et rentables. Il s'agit notamment d'améliorer la [gestion des enseignants](#), la gouvernance et les régimes de rémunération, ainsi que [l'analyse géographique](#) et d'autres systèmes permettant de déterminer où les enseignants sont le plus nécessaires et où ils ont le plus besoin d'aide. Les systèmes d'information devraient en particulier s'attacher à comprendre les besoins des enseignantes, [qui jouent un rôle important dans le soutien à l'éducation des filles](#) et ont été particulièrement touchées par la crise du COVID-19. Des interventions destinées aux femmes en matière de recrutement et de développement professionnel sont nécessaires, des incitations financières et autres encourageant la rétention des enseignantes doivent être identifiées, ainsi qu'une révision de la préparation et des programmes d'enseignement des enseignants pour s'assurer qu'ils traitent spécifiquement des questions de genre. Des critères nationaux et régionaux sur les enseignants doivent être développés en priorité, avec des systèmes de suivi mis en place, dans le cadre du nouveau [mécanisme de coordination mondiale de l'ODD 4](#).

La pandémie de COVID-19 constitue un défi unique pour les systèmes éducatifs et met en péril les avancées en matière de développement du capital humain à un niveau sans précédent. Elle offre également une occasion unique de reconstruire et d'investir dans les systèmes éducatifs d'une manière qui ne se contente pas de limiter les pertes, mais qui permet de faire un bond en avant pour atteindre le niveau auquel le monde se serait trouvé sans la pandémie. Au cœur de cette transformation se trouve l'investissement dans les enseignants d'une manière globale et holistique. Les enseignants sont essentiels au développement des citoyens du futur, qui doivent être préparés à naviguer dans les complexités du monde et à relever les défis mondiaux les plus pressants auxquels

nous sommes confrontés de nos jours - ce qui implique que la préparation et le soutien des enseignants sont essentiels pour relever ces défis critiques.

\*\*\*

[L'Équipe spéciale internationale sur les Enseignants pour l'Éducation 2030](#) est un réseau mondial de plus de 155 membres (dont des pays, des membres de l'ONU et des organisations régionales, des organisations de la société civile, la profession enseignante et des fondations) œuvrant à la promotion des enseignants et des questions relatives à l'enseignement. Son secrétariat est hébergé par l'UNESCO à son siège à Paris.